

Une comparaison entre deux modèles de populisme : Morales, dans l'ombre de Chavez?

Julie Savoie*

À l'heure actuelle en Amérique latine, aux yeux de plusieurs auteurs et observateurs¹, le qualificatif populiste renvoie essentiellement à deux cas de figure : le Venezuela du président Hugo Chavez et la Bolivie sous la présidence de Evo Morales². On évoque à ce propos, notamment, la radicalité des discours des deux présidents autour de la question de l'anti-impérialisme, un thème qui est passablement éloigné des schèmes de référence appliqués par les autres « gauches » latino-américaines qui seraient plutôt compromises dans un déplacement de leurs positionnements vers le centre du spectre politique et vers ce que Jorge Lanzaro qualifie de « sociale démocratie

créole »³. Ce genre d'interprétation est largement accrédité dans les cercles académiques, particulièrement aux États-Unis d'Amérique (EUA) où l'on oppose le Chili en tant que modèle de sociale démocratie au Venezuela néo-populiste⁴.

En revanche, d'autres auteurs soutiennent qu'il existe plusieurs gauches et que cette opposition entre sociale démocratie et populisme est trop réductrice dans la mesure où elle ne tient pas compte de la spécificité des trajectoires historiques qui ont influencé les structures institutionnelles, sociales et économiques de chaque pays⁵.

L'objectif de la présente chronique est de comparer les soi-disant populismes pratiqués par Chavez et Morales, qui représentent tous deux des exceptions plutôt que la norme à l'échelle régionale. Pour étayer cette comparaison, nous recourons aux trois variables proposées par Weyland⁶ qui permettent de mettre en relief les

* L'auteure est candidate à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal.

¹ Jorge Lanzaro, «La tercera ola de las izquierdas latinoamericanas: entre el populismo y la social-democracia», Séminaire sur *La izquierda en América Latina* – Instituto Ortega y Grasset – Fundación Pablo Iglesias, Madrid : Casa de América, 2006. Kurt Weyland, « Politics and Policies of Latin Americas Two Lefts: The Role of Party Systems vs Resource Bonanzas », document présenté au XXVI Congrès de LASA, septembre 2007.

² Le cas de l'Équateur, sous la présidence actuelle de Rafael Correa, est aussi susceptible d'être classifié de populiste en raison de ses positions idéologiques fortement à gauche et sa volonté de refondation de l'État. Toutefois, compte tenu du caractère récent de ce gouvernement et du manque de littérature sur ce cas spécifique, nous ne pouvons pas encore conclure en ce sens. Pour ces raisons, le cas équatorien sera exclu de cette analyse.

³ Jorge Lanzaro, *op. cit.*, p. 26.

⁴ Voir Kurt Weyland, *op. cit.* et Jorge Castaneda, « Latin America Left Turn », *Foreign Affairs*, vol 85, no 3 (2006), pp. 28-43

⁵ Voir l'analyse de Franklin Ramírez Gallegos, « Mucho más que dos izquierdas », *Nueva Sociedad*, 205 (2005), pp. 30-45.

⁶ Kurt Weyland, « Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: Unexpected Affinities », *Studies in Comparative International Development*, vol 31, no 3 (1996), p. 5.

caractéristiques politiques du populisme, à savoir l'assise sociale du leader, la stratégie mise en œuvre pour rejoindre les partisans et, enfin, le niveau d'institutionnalisation des partis politiques.

Mise en contexte

Un aspect central à considérer dans ce genre d'analyse tient aux conditions d'émergence d'un *leader* qualifié de « populiste ». Dans les deux cas qui nous intéressent ici, nous avons assisté à l'effondrement du système de partis au cours des années précédant leur victoire électorale respective. Cette caractéristique est importante dans l'avènement d'un régime populiste, sans pour autant être déterminante, comme le montrent les cas de l'Uruguay ou du Pérou. Au Venezuela, le *Caracazo* de 1989⁷ marque le début de la fin du *Punto Fijo*, qui représentait un système de démocratie négociée sous l'égide du bipartisme institué par l'*Acción Democrática* (AD) et du *Comité de la Organización Política Electoral Independiente* (COPEI). Quant à la Bolivie, suite à la démission de Hugo Banzer pour des raisons de santé, en 2001, une instabilité politique et sociale accrue fragilise le système de partis. Si l'on considère, à l'instar de Lanzaro, que la compétition interne dans le système de partis représente l'élément clé qui détermine son évolution, on constate que la tendance idéologique centrifuge des partis politiques traditionnels a été fatale au système politique bolivien. Effectivement, incorporés dans les jeux de coalition, les partis traditionnels ont eu de plus en plus de difficultés à se différencier les uns des autres. Jumelée à leur perte graduelle

⁷ Le *Caracazo* fait référence aux affrontements qui se sont produits entre les forces de l'ordre et des manifestants à Caracas les 27 et 28 février 1989 sous couvert d'une crise sociale et économique. Cette explosion populaire survient lorsque le président Pérez propose son plan d'accélérer les réformes économiques néolibérales. Le bilan officiel s'élève à 277 morts. (Barry Cannon, « Venezuela, April 2002 : Coup or Popular Rebellion? The Myth of a United Venezuela », *Bulletin of Latin American Research*, vol 23, no 3 (2004) pp. 290). Ces événements ont accentué la délégitimation des partis traditionnels, en particulier celui du président en poste, l'AD.

d'influence et à l'instabilité politique, cette indifférenciation a conduit au renouvellement des allégeances partisans et au remaniement des alliances politiques⁸.

De plus, on remarque dans ces deux pays que les partis politiques souffrent d'un discrédit croissant aux yeux des citoyens qui conduit à une perte importante de légitimité de l'appareil institutionnel. Ce processus s'inscrit dans une tendance régionale de perte de confiance envers les institutions démocratiques, mais avec des taux d'insatisfaction encore plus prononcés au Venezuela et en Bolivie. Les statistiques colligées par le *Latinobarómetro* sont très éloquentes à ce propos: en 1997, un an avant l'élection présidentielle, seulement 4% des Vénézuéliens affirmaient avoir confiance en leurs partis politiques, tandis que 7% des Boliviens répondaient dans le même sens, en 2004⁹. On comprend que, dans un tel contexte de fragilité démocratique, l'opinion publique ait été plus encline à se tourner vers des acteurs politiques qui s'éloignaient des partis politiques traditionnels.

C'est ainsi que Chavez est élu en 1998 avec 56% des suffrages à la tête de la coalition *Polo Patriótico*, alors que COPEI et AD réunis n'obtiennent que 11,3% des votes. Un scénario comparable se joue en Bolivie, alors que Morales obtient 54% des votes, en décembre 2005, sous la bannière du *Movimiento al Socialismo* (MAS) contre 29% pour son plus proche rival, Jorge Quiroga de PODEMOS, un parti issu d'une nouvelle alliance politique. Quant aux partis héritiers de l'ancien système parlementaire, seul le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR) réussit à survivre avec un faible 6,7% des votes exprimés. L'élection de Morales constitue ainsi un événement politique historique à double titre: non seulement un parti politique parvient à remporter la majorité absolue sans

⁸ Jorge Lanzaro, « La Tercera Ola », dans le cadre du *Colloque Amérique Latine: Nouvelles gauches? Nouvelles démocraties?*, Université de Montréal, 29-30 mars 2007.

⁹ Données accessibles sur le site internet <http://www.latinobarometro.com>.

recourir à une coalition gouvernementale, mais aussi, pour la première fois, un autochtone devient président du pays.

La base d'appui social

Pour Weyland, un élément central de la stratégie des *leaders* populistes « consiste à s'adresser à une masse de sympathisants hétérogènes dont la majorité se sent exclue des modèles de développement précédents »¹⁰. Nous démontrons que cette caractéristique s'applique parfaitement aux deux cas représentés par Chavez et par Morales. En fait, Chavez a su capitaliser sur la formation de nouvelles affiliations sociales suite à l'effet dévastateur de la crise économique de la fin des années 1980 sur les classes défavorisées. Au cours de cette période, la réduction des revenus étatiques a diminué la capacité des partis traditionnels à accorder des bénéfices matériels aux classes sociales de plus en plus démunies¹¹. Tournant le dos au projet proposé par le *Punto Fijo* et grâce une *repolitisation* des inégalités sociales¹², Chavez saura asseoir sa popularité sur la disponibilité d'une nouvelle base sociale en profitant du fait que, au Venezuela, les clivages électoraux sont étroitement liés au statut socio-économique des citoyens¹³. Ainsi, la polarisation sociale se répercute dans l'expression politique : « *Quien es pobre es Chavista* » (Qui est pauvre est *chaviste*)¹⁴. La démocratie étant un jeu de nombre, l'appui massif de la majorité des pauvres, des étudiants et des petits entrepreneurs est suffisant pour assurer un poids politique considérable à Chavez dans les différentes consultations populaires. En revanche, cette stratégie

pousse dans l'opposition une tranche importante de la société qui a bénéficié du modèle précédent, y compris les classes les plus aisées, les syndicats, notamment ceux des compagnies pétrolières comme *Petróleos de Venezuela* (PDVSA), ainsi que la classe moyenne qui retire peu d'avantages économiques ou politiques des stratégies de Chavez essentiellement dirigées vers les classes défavorisées par l'entremise des *misiones*¹⁵. C'est en ce sens que Corrales avance que le populisme de Chavez est sans doute grandiose, mais très sélectif¹⁶.

Tout comme c'est le cas pour Chavez, la stratégie de Morales, en recourant à un discours post-colonial orienté davantage sur la dimension identitaire des enjeux politiques et sociaux¹⁷, vise essentiellement les classes exclues. C'est ainsi que Morales prétend représenter les autochtones, la majorité historiquement humiliée et marginalisée par les élites politiques et économiques, un positionnement que Lanzaro qualifie d'ethno-populiste¹⁸. Cependant, malgré le fait que Morales joue de manière fort pragmatique la carte de son héritage autochtone, son discours demeure très inclusif et non uniquement centré sur l'ethnicité. La nuance est subtile, mais elle est essentielle pour situer dans un contexte plus large sa volonté d'unification du peuple bolivien. Sa clientèle électorale est formée des communautés autochtones, des petits paysans, des organisations syndicales et des secteurs populaires urbains favorables à l'idée de changement social et réconfortés par la présence du vice-président, le sociologue Alvaro Garcia Linera, l'idéologue derrière le projet social du président. Tout comme ce fut le cas pour le Venezuela, son appui social découle en partie des déboires économiques répétés des deux dernières

¹⁰ Weyland, « Neopopulism and Neoliberalism... », *op. cit.*, p. 5.

¹¹ Kenneth Roberts, « Social Correlates of Party System Demise and Populist Resurgence in Venezuela », *Latin American Politics and Society*, vol 35, no. 3 (2003), p. 53.

¹² *Ibid*, 53.

¹³ Ceci est bien démontré dans l'étude de Lopez selon une analyse du vote par région. Margarita Lopez Maya et Carlos Melendez, « Partidos y sistema de partidos de Venezuela », dans *La política por dentro. Cambios y continuidades en las organizaciones políticas de los países andinos*, Rafael Roncagliolo et Carlos Melendez (éd.), IDEA : Suède (2007), p. 281.

¹⁴ *Ibid*, p. 294.

¹⁵ Javier Corrales et Michael Penfold, « Social Spending and Democracy. The Case of Hugo Chavez in Venezuela », *LASA Forum*, vol. 38, no. 1 (2007), pp.20-22.

¹⁶ Javier Corrales, « Hugo Boss », *Foreign Policy*, (février 2006), p. 35.

¹⁷ Stefanoni et Do alto parlent en ce sens d'ethnification de la politique.

¹⁸ Jorge Lanzaro, *op. cit.*, p.11.

décennies¹⁹. Malgré des efforts de développement néolibéral, plusieurs secteurs économiques liés aux économies familiales et paysannes ont stagné. En fait, « les réformes du marché depuis 1985 ont produit une croissance et un changement [économique], mais seulement dans les cercles d'activités reliées au marché »²⁰, laissant la plupart des Boliviens à l'écart du développement économique²¹. Morales récolte actuellement les bénéfices des crises économiques passées grâce au recours à un discours formulé autour du « démontage du néolibéralisme » et de la refondation de l'État avec, comme trame de fond, la reconnaissance de la diversité des identités culturelles.

Morales a su profiter davantage que Chavez du phénomène régional de *repolitisation* des questions sociales consécutive à l'exclusion sociale et politique, ainsi qu'à l'inégalité²². Intégrée à la dynamique bolivienne, cette piste proposée par Roberts permet de mieux saisir la montée du nationalisme autochtone qui s'est produite au cours de la dernière décennie²³. Loin d'être un fait nouveau, les racines de cette conscientisation autochtone plongent dans un contexte régional d'émancipation qui date de plus de vingt ans; elles ont également couru sous les gouvernements de Gonzalo Sanchez de Losada (1993-1997, 2002-2003) et de Carlos

Mesa (2003-2005). Si le nationalisme autochtone est une des composantes de la « guerre de l'eau » de 2000, à Cochabamba, un des bastions de Morales, cet événement a aussi contribué à le renforcer en montrant la capacité d'organisation et de mobilisation de ces communautés. Ce militantisme a eu des effets d'entraînement importants dans les mobilisations subséquentes autour de l'enjeu de la nationalisation des ressources naturelles²⁴, notamment celle de la « guerre du gaz », en octobre 2003, qui a paralysé plusieurs gouvernements et conduit à la démission de deux présidents. Un dernier exemple probant de cette nouvelle capacité de mobilisation est le mouvement des producteurs de coca qui, mené par Morales, a dénoncé les plans d'éradication et qui est parvenu à couper les voies d'accès à des centres urbains comme La Paz. Les difficultés d'approvisionnement de la capitale, alors soumises au blocus routier, ont contribué à mousser le mécontentement des classes moyennes urbaines et à les dresser contre les partis traditionnels. Dans ce contexte, contrairement à l'attitude passive des autres partis politiques, le MAS d'Evo Morales a su récupérer l'appui de ces groupes et individus mécontents en jouant un rôle actif dans ces processus de mobilisation, lui permettant du même coup de gagner de nouveaux adhérents et de donner de la vigueur à son propre mouvement politique²⁵.

Cela nous conduit à souligner un trait qui distingue Morales de Chavez, celui de la définition de la notion de peuple. Alors que Chavez défend une certaine conception révolutionnaire fondée sur une alliance entre classes²⁶, pour Morales, le peuple représente « [...] un conglomérat d'identités et de mouvements sociaux avec une prédominance des peuples autochtones, qui sont interpellés en tant que sujet d'un projet

¹⁹ Voir le texte de Fernando Mayorga, « En gobierno del MAS: nacionalismo e indigenismo en la gestión gubernamental y en la asamblea constituyente », document présenté au séminaire *Las izquierdas latinoamericanas y el gobierno: entre la socialdemocracia y el nacionalismo popular*, Ciudad de México (Octobre 2006).

²⁰ James Dunkerley, « Evo Morales, the Two Bolivias and the Third Bolivarian Revolution », *Journal of Latin America Studies*, no. 39 (2007), p. 159.

²¹ Il est important de souligner la corrélation entre les indicateurs de pauvreté et l'identité autochtone, majoritairement rurale.

²² Kenneth Roberts, « Beyond the Populism-Social Democracy Dichotomy: Parties, Social Movements, and Leftist Alternatives in Latin America », dans le cadre du *Colloque Amérique Latine: Nouvelles gauches? Nouvelles démocraties?*, Université de Montréal, 29-30 mars 2007.

²³ Stéphanie Rousseau y fait référence dans « La Bolivie en transformation : Pluri-nation, décolonisation et autonomie », *Chronique des Amériques*, no. 07-14, Observatoire des Amériques, Juin 2007, p.7. En ligne : http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php?id_article=3689

²⁴ Voir texte de Pablo Stefanoni, « Entre la nationalisation du gaz et le massacre de Huanuni : Le labyrinthe de la révolution bolivarienne », *El Diplo*, no 521, (nov 2006).

²⁵ Kurt Weyland, « Politics and Policies of Latin Americas Two Lefts ... », *op. cit.*, p. 12.

²⁶ Margarita López Maya et Carlos Meléndez, *op. cit.*, p. 281.

de reconfiguration de la communauté politique et n'est pas conçu comme une nation, mais comme une mosaïque de nations autochtones »²⁷.

En utilisant le terme de nation pour désigner les différents peuples autochtones, le projet d'État plurinational de Morales, grâce à la mise en œuvre d'une politique de décentralisation, leur reconnaît le droit à l'autodétermination et à l'auto gouvernance. Selon certains promoteurs des mouvements autochtones, cet indianisme « flexible et culturel »²⁸ ne doit toutefois pas être interprété comme une revanche historique, mais bien comme un pas en avant vers une reconnaissance sociale et politique en bonne et due forme.

La différence d'interprétation de la notion de peuple reflète deux façons de s'adresser à la masse et deux approches face à l'enjeu de l'élargissement de la base électorale. Cela dit, nous pouvons voir que le projet bolivien de « révolution démocratique décolonisatrice »²⁹ à citoyenneté différenciée et pluraliste est plus inclusif que celui mis de l'avant par Chavez, qui mise sur une polarisation historique propre à la société vénézuélienne³⁰ afin de se placer à un extrême du spectre politique et de légitimer ainsi sa propre posture populiste³¹. Ceci est particulièrement notable dans son style dialectique axé sur la confrontation avec l'opposition³². En recourant à une dialectique amis/ennemis en tant que fondement de sa stratégie de mobilisation des masses, Corrales estime que les succès électoraux de Chavez ne sont pas tant imputables à ses politiques vis-à-vis des

pauvres, sinon à sa manipulation des groupes d'opposition³³. Par comparaison, en s'adressant à certains secteurs de la classe moyenne, afin de mener à bien son projet de refondation de l'État, Morales apparaît à la fois plus modéré et plus soucieux de consolider un parti davantage inclusif. C'est d'ailleurs l'adoption d'une position plus centriste qui aurait permis au MAS de remporter une victoire éclatante lors des élections municipales de décembre 2004³⁴.

La relation avec ses partisans

La seconde caractéristique du populisme, selon Weyland, porte sur la manière dont le *leader* établit ses liens avec la population « de manière directe, quasi-personnelle et en contournant les organisations intermédiaires établies »³⁵. Il est alors question non seulement du style charismatique du dirigeant populiste, mais surtout de sa stratégie. Dans les deux cas qui nous concernent, ces *leaders* ont profité d'une conjoncture rendue favorable par suite de l'effondrement du système de partis pour se hisser à la tête du gouvernement en ayant recours à des formations partisans sans ancrage solide dans les institutions en place. Aussi bien le *Movimiento Quinta República* (MVR) que le MAS étaient de nouveaux joueurs sur la scène politique au moment des élections qui les ont portés au pouvoir. Ce serait d'ailleurs la faiblesse même de l'ancrage institutionnel de ces partis qui expliquerait le recours à la stratégie de contournement mise en place pour rejoindre plus directement la population. Si nous reprenons la typologie proposée par Roberts quant aux différents types de partis politiques contemporains en Amérique latine, le MAS et le MVR constituent de véritables « machines populistes »³⁶, même

²⁷ Fernando Mayorga, *op. cit.*

²⁸ Christian Rudel, « Du colonialisme à l'indianisme », *Développement et civilisations*, no 346, septembre 2006.

²⁹ Pablo Stefanoni, « Panorama préélectoral. Bolivie : entre l'utopie et la realpolitik », *Monde Diplomatique* (édition argentine), 11 novembre 2005.

³⁰ Voir Barry Cannon, *op. cit.*

³¹ Par cette stratégie de polarisation, le centre s'amincit graduellement et les citoyens rejoignent les extrêmes. Voir Corrales, *op. cit.*, p.36.

³² Jennifer McCoy, « The Referendum in Venezuela. One Act in an Unfinished Drama », *Journal of Democracy*, vol 16, no 1 (2006), p. 112

³³ Corrales, *op. cit.*, p. 36.

³⁴ Fernando Mayorga, « La Izquierda campesina e indígena de Bolivia. El MAS », *Revista Venezolana de Ciencia Política*, no 28 (juin-décembre 2005), p. 110.

³⁵ Kurt Weyland, « Neopopulism and Neoliberalism ... », *op. cit.*, p. 5.

³⁶ Kenneth Roberts, « Beyond the Populism-Social Democracy Dichotomy: Parties, Social Movements, and Leftist Alternatives in Latin America », dans le cadre du

s'il existe d'importantes différences entre les deux quant à la dynamique des interactions entre le *leader*, le parti et la base électorale.

Le Venezuela correspondrait alors clairement à un modèle politique de charisme imposé du bas vers le haut (*top-down*), dans la mesure où le projet bolivarien a été impulsé par le haut et proposé à la population sans que la société civile ou que les mouvements sociaux aient joué un rôle déterminant au départ. Dès sa création en 1997, l'objectif central du MVR a été d'accroître son score électoral en concentrant le pouvoir au sein du groupe de ses dirigeants, processus qui suit la même logique à l'heure actuelle³⁷. Dans les faits, toute la stratégie du MVR gravite autour du charisme de Chavez. Par l'intermédiaire de son émission télévisée *Aló Presidente*, ce dernier dispose d'un moyen privilégié pour entretenir une relation quasi-personnelle et d'engagement direct avec ses concitoyens et surtout avec ses adeptes. Selon McCaughan, « le phénomène *chaviste* apparaît davantage comme une question de foi personnelle que de conviction idéologique, les partisans cherchant quelque chose à quoi s'accrocher en période d'extrême incertitude »³⁸. De plus, Chavez accentue son style populiste en manipulant les symboles nationaux qui, à leur tour, contribuent au renforcement du sentiment nationaliste et, par conséquent, à la légitimité du gouvernement³⁹. Par contre, cette approche personnalisée ne contribue pas à renforcer l'organisation politique elle-même. Du même coup, la faiblesse du parti et le manque d'homogénéité dans ses rangs permettent à Chavez d'être le pivot unificateur et de s'adresser plus directement au peuple qu'il dit représenter et d'ainsi éviter de devoir transiger avec les instances partisans. Toutefois, cette dépendance du

MVR envers Chavez est inquiétante et affaiblit les efforts consentis en vue de consolider le parti.

Pour compenser ces lacunes, le MVR peut toujours compter sur un militantisme qui atteint près de 1,5 million de membres, mais qui est peu organisé et très fragmenté⁴⁰. Ce militantisme est entretenu au sein d'unités de base connues sous le nom de *Circuitos Bolivarianos*. Ceux-ci agissent en tant que relais politiques de mobilisation du mouvement bolivarien et ils offrent des espaces de délibérations participatives pour les militants qui se substituent aux méthodes traditionnelles de faire des partis politiques⁴¹. Toutefois, McCaughan note une érosion graduelle de ces organisations due à leur manque d'autonomie⁴². En effet, dans une dynamique *top-down* reposant sur le charisme de Chavez, ces organisations sont largement dépendantes du financement du gouvernement, ce qui a eu pour impact de diminuer leur habilité à s'institutionnaliser par elles-mêmes et à renforcer les relations clientélistes entre Chavez et ses électeurs⁴³. Cependant, à l'encontre de cette interprétation restrictive, Pastor souligne que cette autonomie politique relative des diverses organisations pro ou anti-Chavez n'en a pas moins favorisé l'émergence, au cours des dernières années, d'un véritable modèle de démocratie participative. L'auteur soutient ainsi que « le phénomène (de ces organisations) paraît être arrivé à un degré de maturité tel qu'actuellement nous pouvons considérer que leur vigueur et leur plénitude sont indépendants des politiques institutionnelles »⁴⁴. Car il faut bien voir que la propension, de la part de Chavez, à contourner les institutions en place est

Colloque Amérique Latine: Nouvelles gauches? Nouvelles démocraties?, Université de Montréal, 29-30 mars 2007.

³⁷ Margarita López Maya et Carlos Meléndez, *op. cit.*, p. 36

³⁸ Michael McCaughan, *The Battle of Venezuela*, Seven Story Press : New York, (2005), p. 151.

³⁹ Un exemple frappant de ceci est le *Plan Bolívar 2000* où, pour souligner le dixième anniversaire du *Caracazo*, Chavez a envoyé l'armée construire des routes, des hôpitaux et redistribuer de la nourriture, contrastant avec l'attitude répressive que l'armée avait adopté en 1989.

⁴⁰ Margarita López Maya, *op. cit.*, p. 33.

⁴¹ Jennifer McCoy, *op. cit.*, p. 112.

⁴² Michael McCaughan, *op. cit.*, p. 112.

⁴³ Kirk Hawkins et David Hansen, « Dependent Civil Society. The Circuitos Bolivarianos in Venezuela », *Latin America Research Review*, vol 41, no 1, (février 2006), p. 124.

⁴⁴ Roberto Viciano Pastor, « La columna vertebral de la revolución: el fenómeno participativo en la Venezuela bolivariana », dans Juan López, *Venezuela a contracorriente. Los orígenes y las claves de la revolución bolivariana*. Icaria Editorial : Barcelona (2006), p. 47.

également imputable à l'intransigeance des bureaucrates et des classes dirigeantes face aux initiatives du gouvernement. Ainsi, « ces situations de blocage, [et de boycott] ont facilité l'émergence d'un leadership qui ne cherche pas tant un appui institutionnel, auquel il s'oppose, qu'un contact démocratique direct avec les électeurs »⁴⁵. En ce sens, les *misiones* et les conseils communautaires sont devenus des mécanismes efficaces pour contrer cette forme de résistance bureaucratique de la part des anciennes élites. Cependant, le caractère clientéliste⁴⁶ de la redistribution menée sous l'égide de ces *misiones* est un autre argument évoqué par certains auteurs pour qualifier Chavez lui-même de populiste. L'étude récente d'Ortega et Penfold-Becerra montre d'ailleurs la relation positive entre les *misiones* et les appuis électoraux pour Chavez lors du référendum révocatoire de 2004⁴⁷.

Quoi qu'il en soit, il est sans doute nécessaire de nuancer l'analyse de l'évolution de la dynamique qui lie le président à la population. Selon Ellner, les changements intervenus au niveau de l'État, de même que les expériences de démocratie participative, ont conduit à la coexistence des deux stratégies d'interaction qui sont désormais complémentaires⁴⁸. Contrairement à la plupart des auteurs, Ellner insiste sur l'autre versant de l'analyse

et met en lumière les pratiques qui correspondent à un modèle de bas en haut (*bottom-up*) observables au Venezuela⁴⁹. Toutefois, bien que la démocratie participative encadre plusieurs éléments d'un tel modèle, le haut degré de dépendance envers Chavez conforte la position de ceux qui persistent à classer les pratiques en cours au Venezuela parmi celles qui opèrent de haut en bas (*top-down*) en raison du rôle déterminant que joue encore l'État en tant que moteur du changement.

En comparaison, la Bolivie suivrait une logique inverse. En effet, les pratiques du MAS s'inscrivent plutôt dans un modèle *bottom-up* en vertu duquel le *leader* tient un discours qui fonde sa légitimité sur la consultation populaire et sur sa capacité d'intégrer les revendications sociales. À l'heure actuelle, un important débat a cours entre experts sur la nature même du MAS. S'agit-il d'un parti politique en bonne et due forme ou bien d'un agrégat de mouvements sociaux? Nous privilégierons la seconde interprétation, essentiellement à cause de l'origine du MAS. En effet, dès sa création, en 1997, le MAS agissait comme une coalition entre la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (CSUTCB) et les communautés autochtones. La montée des mobilisations populaires au cours de la décennie précédente aura ainsi permis à la « politique de la rue » de s'emparer du processus politique. Grâce au rôle actif joué par le MAS et à sa capacité d'absorber les différents mouvements sociaux, il sera perçu comme l'instrument politique des forces sociales dont l'objectif à court terme était d'accéder au pouvoir⁵⁰. Cette alliance provisoire entre diverses forces est à

⁴⁵ Ibid, p. 41.

⁴⁶ Selon Kitschelt, le clientélisme consiste à délivrer des avantages matériels spécifiques à ses supporteurs électoraux. C'est donc un système d'échange asymétrique mais mutuellement bénéfique basé sur un calcul coûts/bénéfices. Herbert Kitschelt, « Linkages Between Citizens and Politicians in Democratic Polities », *Comparative Political Studies*, vol. 33 (août-septembre 2000), p. 863.

⁴⁷ Ces auteurs démontrent que l'achat de votes par l'entremise de la *Misión Ribas* (financement scolaire) a été un facteur significatif dans l'augmentation du nombre de votes pour Chavez. La variable encore plus déterminante a été la *Misión Identidad*, ce qui met en évidence l'importance de prendre en considération des éléments non économiques dans l'interprétation du clientélisme. Voir Daniel Ortega et Michael Pendold-Becerra, « Does Clientelism Work?: Electoral Returns of Excludable and Non-Excludable goods in Chavez's Misiones Programs in Venezuela », *IESA*, Caracas, 2006.

⁴⁸ Steve Ellner, « Las estrategias « desde arriba » y « desde abajo » del movimiento de Hugo Chávez », *Cuadernos del Cendes*, no 62 (2006), p. 73-94.

⁴⁹ À savoir (i) le renforcement des capacités (*empowerment*) des classes populaires par la promotion des coopératives et de petites entreprises dans une perspective de décentralisation économique; (ii) l'émergence d'une confédération syndicale réclamant l'autonomie et (iii) le ressentiment d'une partie des *chavistas* envers le MVR et autres partis politiques de la coalition.

⁵⁰ Pablo Stefanoni, « Entre nationalisation du gaz ... », *op. cit.*

plusieurs égards pragmatique et relativement fragile dans la mesure où elle n'a pas été édiflée sur des bases idéologiques fortes. Ainsi, à l'exception d'une loyauté inconditionnelle issue des campagnes, le soutien urbain est plus volatile et ce, « particulièrement au sein des milieux de la classe moyenne aisée qui ont appuyé Morales en 2005 afin d'exiger un changement politique et social et d'en finir avec l'instabilité»⁵¹.

Par rapport à son homologue vénézuélien, Morales se tient plutôt loin des liens clientélistes qui menaceraient l'autonomie des mouvements sociaux. Contrairement au style caudilliste de Chavez, Morales et le MAS, selon Mayorga, sont « moins sujets à [cette] logique et peu enclins au risque d'oligarchie dans leurs rangs »⁵². En effet, même si Garcia Linera se fait l'apôtre d'un « gouvernement des mouvements sociaux »⁵³, le MAS est critiqué du fait que les négociations se limitent presque strictement entre les chefs de partis, retirant du même coup le débat à la population⁵⁴. Dunkerley fait aussi remarquer que la relation *bottom-up* entre le leadership et la population est presque exclusivement dirigée par les *cocaleros*, *juntas vecinales* et les syndicats. Ceci expliquerait selon l'auteur pourquoi Evo Morales a souvent fait des volte-face dans ses politiques⁵⁵. Finalement, dans une mesure sans doute moindre qu'au Venezuela, le MAS dépend de Morales qui « représente l'élément central dans la capacité du MAS de conserver un minimum de cohésion, sa popularité étant sans égal parmi la classe dirigeante »⁵⁶.

Le bas niveau d'institutionnalisation

La troisième caractéristique du populisme concerne le bas niveau d'institutionnalisation des différents partis politiques. Nous avons déjà relevé les faiblesses internes propres au MAS et au MVR, ainsi que leur impact sur la manière dont les *leaders* interagissaient avec les masses. Dans cette section, il s'agira plutôt d'analyser, dans une perspective institutionnelle, le système de partis et la division des pouvoirs selon les dispositions constitutionnelles en vigueur. L'asymétrie des pouvoirs entre les différentes formations politiques, ainsi que les relations entre les branches exécutives et législatives ont en effet des incidences importantes sur la marge de manœuvre du *leader* et, en conséquence, sur le recours au populisme.

Dans les deux pays étudiés, nous assistons à une reconfiguration profonde des institutions étatiques. Au Venezuela, l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez et de son parti, grâce à leur positionnement anti-establishment, a aussi contribué à les rendre encore plus instables. Cette même position idéologique ne semble pas étrangère au fait que le parti politique de Chavez ait mis du temps avant de s'engager sur la voie de l'institutionnalisation. En bout de piste, cette situation conduit à un risque de désinstitutionnalisation qui pourrait s'avérer dramatique pour la démocratie vénézuélienne⁵⁷. D'où la volonté de rassembler, aujourd'hui, les membres de la coalition de Chavez au sein d'un seul parti, le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV)⁵⁸. Mais si cette initiative peut sembler découler d'une volonté de reconstruire le système de partis, il n'en

⁵¹ Ibid.

⁵² Il est à noter que cet auteur appuie fortement le MAS et ne reflète pas l'ensemble des visions à ce sujet. Voir Fernando Mayorga, *op. cit.*, p. 15.

⁵³ Stéphanie Rousseau, *op. cit.*, p.7.

⁵⁴ Raul Zibechi, « La première année d'Evo Morales », *IRC Programas de las Americas*. En ligne <http://www.ircamericas.org>, 18 janvier 2007.

⁵⁵ James Dunkerley, *op. cit.*, p. 165.

⁵⁶ Stéphanie Rousseau, *op. cit.*, p.7.

⁵⁷ Antonio de Cabo de la Vega, « Las transformaciones institucionales », dans Juan Torres Lopez (coord), *Venezuela a contracorriente. Los orígenes y las claves de la revolución bolivariana*. Icaria Editorial: Barcelona (2006), p. 43.

⁵⁸ Au moment d'écrire cette chronique, nous sommes toujours dans la première phase de la formation du parti, le recrutement de militants s'élève déjà à 5,6 millions de personnes malgré l'absence d'un programme politique ou de règlement internes. Voir à ce sujet l'entretien avec E. Lander, « Le Venezuela sous Chavez : quel changement social, quelle démocratie », *RISAL*, 19 septembre 2007.

demeure pas moins qu'elle représente aussi une stratégie politique visant à satisfaire les intérêts du mouvement *chaviste*.

Le gouvernement de Chavez jouit d'une immense liberté d'action qui facilite la poursuite de ses objectifs. Depuis l'échec du coup d'État *pro-business* de 2002 et aux fortes réactions populaires qu'il a suscitées, les différents partis d'opposition se sont écrasés. Divisés, faibles et déstructurés, ceux-ci ont boycotté au dernier instant les élections législatives de 2005, officiellement pour des allégations de corruption et de fraudes, mais surtout par manque de confiance dans le processus,⁵⁹ avec le résultat que la coalition du MVR a remporté la totalité des 167 sièges disponibles. Dans un système politique unicaméral⁶⁰, ceci laisse le champ libre à Chavez pour concentrer davantage le pouvoir exécutif et accélérer la mise en œuvre de son projet bolivarien en contrôlant les institutions censées agir comme contre pouvoirs. L'affaiblissement du pouvoir législatif est particulièrement inquiétant et il intervient un cadre constitutionnel que Corrales et Penfold qualifient de plus présidentieliste de l'Amérique latine⁶¹.

Dès son arrivée au pouvoir, la tendance autoritaire de Chavez a poussé certains auteurs à voir en lui une menace pour la démocratie. D'une part, il a rapidement réduit les obstacles politiques en révisant la loi du Congrès de manière à ce que les législations de nature constitutionnelle puissent être adoptées à la majorité simple, au même titre que les lois ordinaires, et non plus au deux tiers des voix. D'autre part, il a rendu plus asymétrique l'équilibre entre les différentes branches du pouvoir. En effet, alors que, dans la majorité des systèmes démocratiques, l'exécutif dépend en principe du législatif, dans le cas vénézuélien, le législatif a délégué une grande partie de ses pouvoirs aux mains de

l'exécutif, permettant ainsi à Chavez de régner par décret en vertu de la *Loi habilitante* de 2001. En ce sens, Corrales, un ardent critique de Chavez, qualifie « d'autocratie compétitive » le type de « dictature déguisée » mis en place par Chavez⁶². L'auteur invoque à ce propos le manque d'imputabilité politique (*accountability*) et le surplus de pouvoir présidentiel que lui accorde la nouvelle constitution. Cependant, vu sous un autre angle, cette stratégie de concentration du pouvoir est justifiée, selon le Président, par les nécessités de changements rapides et de contrôle resserré que requiert la révolution bolivarienne⁶³. Manifestement, le régime *chaviste* peut être défini comme une démocratie plébiscitaire, fréquemment associée au populisme, dans laquelle « il y a apparence d'état de droit, alors qu'en réalité le pouvoir est concentré entre les mains du *leader*, lequel tient de nombreux plébiscites, au lieu de simplement suivre les principes de la Constitution, pour asseoir sa légitimité»⁶⁴.

Quoi qu'il en soit, il est sans doute trop tôt pour classer de la même manière le nouveau gouvernement bolivien. D'abord, ayant obtenu 53,74% des voix aux élections de 2005, le MAS ne détient pas les deux tiers des voix nécessaires pour imposer sa volonté au Congrès. Le même scénario prévaut à l'Assemblée constituante, puisqu'il n'y a obtenu que 50,72% des voix d'un électorat extrêmement fragmenté. En conséquence, ni le MAS, ni l'opposition, ne détiennent la marge de manœuvre requise pour imposer unilatéralement leurs objectifs politiques. À l'inverse de Chavez, Morales doit faire des compromis avec les autres petits partis pour

⁵⁹ Michael McCaughan, *op. cit.*, p. 171.

⁶⁰ Ce système politique a été adopté dans le cadre de la constitution bolivarienne de 2000.

⁶¹ Javier Corrales et Michael Penfold, *op. cit.*, p. 22.

⁶² Javier Corrales, *op. cit.*, p. 36.

⁶³ Les dernières propositions de modification de 69 des 350 articles de la constitution bolivarienne en sont les exemples les plus récents. Les points centraux touchent à la réélection illimitée du président ainsi qu'à la prolongation du mandat présidentiel de six à sept ans, à l'assignation de l'État vénézuélien comme étant socialiste, à la réduction considérable de l'autonomie de la banque centrale et à la politisation des forces armées. (Voir à ce sujet l'analyse de Frédéric Lévêque « Constitutionnalisation du socialisme. Tout le pouvoir au peuple ... et à Chavez! », *La Gauche*, septembre 2007).

⁶⁴ James Dunkerley, *op. cit.*, p. 166.

tenter de marginaliser la deuxième force politique au pays, PODEMOS, autour de laquelle se regroupent l'opposition et les partis traditionnels⁶⁵. En dépit de cette alliance, il convient de souligner que l'opposition, loin d'être unifiée, est en réorganisation et demeure relativement faible, quoique renforcée par sa concentration géographique. Outre une certaine résistance idéologique, cette opposition tente d'orienter la compétition politique selon un clivage régionaliste. Alors que la portion de l'*Altiplano* rassemble la majorité des autochtones du pays, la section orientale, la *media luna* (Santa Cruz, Beni, Prado et Tarija), regroupe les principaux gisements de pétrole et de gaz naturel; c'est aussi la région des élites économiques traditionnelles. Celles-ci s'opposent par ailleurs vigoureusement au projet plurinational de Morales qui favoriserait l'autodétermination des communautés autochtones sur leur territoire et qui irait à l'encontre de leurs intérêts politiques et économiques. D'où la crainte des élites conservatrices que ce nouveau pouvoir autochtone pose des limites au processus d'accumulation des richesses fondé sur le néolibéralisme⁶⁶. En réaction à la montée du nationalisme autochtone⁶⁷, ces élites préfèrent se cantonner dans une position d'autonomie départementale⁶⁸. Cependant, il est à noter qu'à l'intérieur de cette région, le pouvoir de l'opposition régionaliste est restreint par le renforcement des mouvements sociaux en faveur du projet social de Morales⁶⁹. Malgré tout, l'attention portée à cet antagonisme est importante, puisqu'elle permet de comprendre la faiblesse du MAS dans certaines régions du pays.

En somme, alors que les deux présidents adoptent une rhétorique radicale, Morales doit la combiner avec des décisions

beaucoup plus modérées que Chavez. Ceci s'explique partiellement en raison du poids plus élevé de l'opposition dans les institutions étatiques boliviennes, ce qui a pour effet de réduire la marge de manœuvre de Morales et l'oblige à adopter une stratégie plus conforme à la *realpolitik* que Chavez⁷⁰. Un second argument pour saisir la plus grande modération de Morales est lié à la moins grande disponibilité de revenus liés aux ressources naturelles en Bolivie comparativement au Venezuela. Bien que Chavez et Morales aient hâtivement accéléré la nationalisation de leurs ressources naturelles suite aux élections, le pourcentage des rentes pétrolière et gazière s'établit à 75% et 52% des exportations totales dans chaque cas⁷¹. Ces données sont particulièrement intéressantes, puisque les importantes rentes pétrolières que retire l'État constituant, selon Weyland, la variable principale pour expliquer la montée du populisme et d'une gauche radicale⁷². Et ceci pour trois raisons principales. D'abord, ces rentes fournissent aux coffres de l'État des dividendes financiers très importants et lui permettent de se soustraire, dans une certaine mesure, aux contraintes du néolibéralisme. Ensuite, leur disponibilité rend possible la prise de risques économiques et politiques par les dirigeants. Enfin, la présence de rentes pétrolières offre l'avantage d'augmenter l'autonomie du pouvoir exécutif et d'augmenter la facilité pour les *leaders* de contourner les organes traditionnels, tout en réduisant la responsabilité politique et en favorisant des liens clientélistes⁷³. Ce facteur expliquerait donc, en partie du moins, le niveau et le contenu du populisme appliqués respectivement par Chavez et Morales.

En résumé, le faible niveau d'institutionnalisation du parti (ou

⁶⁵ Fernando Mayorga, *op. cit.*, p. 18.

⁶⁶ Paul Zibechi, *op. cit.*

⁶⁷ Stéphanie Rousseau, *op. cit.*, p.5.

⁶⁸ Lors du référendum de juillet 2006 sur la question de l'autonomie, les quatre régions de la *media luna* ont voté en faveur d'une décentralisation départementale.

⁶⁹ Pablo Stefanoni, « Entre la nationalisation ... », *op. cit.*

⁷⁰ Voir Pablo Stefanoni, « Panorama préélectoral. Bolivie : entre l'utopie et la *realpolitik* », *Monde Diplomatique* (édition argentine), 11 novembre 2005.

⁷¹ Kurt Weyland, « Politics and Policies », *op. cit.*, p. 6. D'où la qualification de *péto-populiste* apposée à Chavez.

⁷² Kurt Weyland, « Politics and Policies ... », *op. cit.*, p. 12.

⁷³ Kenneth Roberts, « Social Correlates of Party System... », *op. cit.*, p. 48.

mouvement) au pouvoir, ainsi que des partis de l'opposition serait une caractéristique commune à la Bolivie et au Venezuela. En discréditant l'appareil étatique, les deux *leaders* sous-estiment l'importance de la réédification de leur système de partis respectif. Ceci constitue un avantage pour leur stratégie politique à court terme en leur permettant une plus grande liberté d'action, mais cela pourrait nuire à leur stabilité à plus long terme⁷⁴. Néanmoins, le legs historique en Bolivie d'une culture politique basée sur un *parlementarisme présidentieliste* construit autour d'un « système multipartisan capable de maîtriser et d'incorporer les nouvelles forces antisystémiques en favorisant simultanément la formation coalition gouvernementale entre les divers partis »⁷⁵ nous permet d'avancer l'hypothèse que le rééquilibrage du système de partis pourrait se faire de manière plus fluide que là-bas dans le cas vénézuélien⁷⁶.

Conclusion

Autant le cas du président Chavez correspondrait en plusieurs points à une certaine définition politique du populisme, autant cette affirmation serait plus difficile à soutenir dans le cas de Morales. Bien qu'il s'affiche comme un *leader* charismatique qui courtise une base électorale exclue et assez hétérogène par le biais d'un parti/mouvement marqué par une faiblesse institutionnelle certaine, la qualification de populiste s'adapte mal avec le fait que la relation entretenue avec ses adhérents parte du bas vers le haut (*bottom-up*). Cette différence dans la logique de mobilisation sociale est déterminante. Même s'ils sont

deux *outsiders* politiques, Chavez est un *chevalier solitaire* non lié directement aux mouvements sociaux, à l'opposé de Morales qui doit essentiellement son ascension politique aux mouvements autochtones et paysans. La seconde différence d'importance entre les deux est l'asymétrie variable du poids de l'opposition. Alors que Chavez n'a pratiquement plus de contrainte institutionnelle à assumer, Morales doit composer avec une opposition plus forte. Enfin, les structures institutionnelles sont passablement différentes dans les deux cas, puisque la nouvelle constitution bolivarienne accorde un pouvoir extrêmement fort à l'exécutif et permet au président Chavez de jouir d'une grande liberté d'action en contournant les institutions démocratiques de base, tandis qu'en Bolivie, les amendements constitutionnels en cours n'accorderont vraisemblablement pas une marge de manoeuvre comparable au pouvoir exécutif.

Alors qu'en 1996, Weyland établissait des affinités entre le *néopopulisme* et le néolibéralisme en citant les exemples de Menem en Argentine et de Fujimori au Pérou, on constate que les formes de populisme sont en constante évolution d'une époque à l'autre. Ayant comme base commune un projet socio-économique bolivarien, le populisme de « nouvelle souche »⁷⁷ à la Chavez ou à la Morales correspond à une stratégie politique dans laquelle les affinités se complètent et se renforcent mutuellement à divers degrés. Mais incontestablement, Morales n'est pas Chavez et nous aurions tort d'appliquer trop rapidement la même étiquette à l'un et l'autre.

⁷⁴ Jorge Lanzaro, « La Tercera ola », *op. cit.*

⁷⁵ René Antonio Mayorga, « Boliva's Democracy at the Crossroads », dans Frances Hagopian et Scott Mainwaring, *The Third Wave of Democratization in Latin America: Advances and Setbacks*, 2005, Cambridge University Press : New York, p. 153.

⁷⁶ Au moment d'écrire ces lignes, il existe néanmoins la possibilité que la polarisation autour de la réforme constitutionnelle et du fonctionnement de l'Assemblée constituante empêche le système de partis d'atteindre ce nouvel équilibre mais il est encore trop tôt pour conclure en ce sens.

⁷⁷ Jorge Lanzaro, « La Tercera ola », *op. cit.*, p. 28.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).